

ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL

*17, Rue Fodéré
06300 NICE*

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Août 2024

MYRIAM CARULLA-BOVIS

MATHIEU DENIS

GILLES REYNIER

Experts-Comptables

Commissaires aux Comptes

FRANÇOISE MARRA

Expert-Comptable

A l'Assemblée Générale de l'Association SAINT VINCENT DE PAUL,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association SAINT VINCENT DE PAUL relatifs à l'exercice clos le 31 Août 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "*Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 5 Février 2025



Le Commissaire aux Comptes
S.A.S. sudconseil.com
Gilles REYNIER

Bilan actif

OGEC ST VINCENT DE PAUL

Etats de synthèse au 31/08/2024

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/08/24	Net au 31/08/23
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Constructions	3 644 374	3 321 148	323 226	399 684
Installations techniques, matériel et outillage	299 334	279 538	19 796	24 228
Autres immobilisations corporelles	667 173	501 618	165 555	195 117
Immob. en cours / Avances & acomptes	255 516		255 516	26 394
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	75		75	75
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 866 472	4 102 304	764 167	645 497
Stocks				
Créances				
Clients et comptes rattachés	566		566	13 294
Fournisseurs débiteurs	2 769		2 769	2 171
Personnel	2 178		2 178	2 332
Autres créances	537 173		537 173	539 034
Divers				
Valeurs mobilières de placement	823 595		823 595	510 387
Disponibilités	2 644 347		2 644 347	2 867 981
Charges constatées d'avance	81 513		81 513	75 874
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 092 140		4 092 140	4 011 073
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	8 958 612	4 102 304	4 856 308	4 656 570

Bilan passif

OGEC ST VINCENT DE PAUL

Etats de synthèse au 31/08/2024

	Net au 31/08/24	Net au 31/08/23
PASSIF		
Autres réserves	1 931	1 931
Report à nouveau	3 851 458	3 574 868
Résultat de l'exercice	178 678	276 590
Subventions d'investissement	153 573	198 742
TOTAL CAPITAUX PROPRES	4 185 640	4 052 132
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	17 700	
Provisions pour charges	195 470	134 444
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	213 170	134 444
<i>Découverts et concours bancaires</i>		36
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		36
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	178 894	179 483
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	57 415	93 952
<i>Personnel</i>	10 237	11 868
<i>Organismes sociaux</i>	55 389	60 402
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	53 496	26 054
Dettes fiscales et sociales	119 122	98 324
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	82 635	76 635
Autres dettes	19 135	20 936
Produits constatés d'avance	297	630
TOTAL DETTES	457 498	469 995
TOTAL PASSIF	4 856 308	4 656 570

	du 01/09/23 au 31/08/24 12 mois	du 01/09/22 au 31/08/23 12 mois
PRODUITS		
Ventes de marchandises	2 640	3 728
Production vendue	1 332 819	1 175 698
Subventions d'exploitation	160 663	168 499
Autres produits	1 471 315	1 442 384
Total	2 967 436	2 790 309
CONSOMMATION M/SES & MAT		
Achats de marchandises	19 757	26 156
Autres achats & charges externes	988 242	838 855
Total	1 007 999	865 012
MARGE SUR M/SES & MAT	1 959 437	1 925 298
CHARGES		
Impôts, taxes et vers. assim.	83 390	80 761
Salaires et Traitements	1 074 140	1 046 647
Charges sociales	380 345	360 177
Amortissements et provisions	239 560	157 658
Autres charges	92 909	86 608
Total	1 870 344	1 731 852
RESULTAT D'EXPLOITATION	89 094	193 445
Produits financiers	71 607	34 959
Résultat financier	71 607	34 959
RESULTAT COURANT	160 701	228 404
Produits exceptionnels	55 349	58 872
Charges exceptionnelles	10 716	4 436
Résultat exceptionnel	44 634	54 436
Impôts sur les bénéfices	26 657	6 251
RESULTAT DE L'EXERCICE	178 678	276 590

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'école :
OGEC ST VINCENT DE PAUL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2024, dont le total est de 4 856 308 et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 178 678 . L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2023 au 31/08/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Notre organisme de gestion (OGEC), Association déclarée initialement à la préfecture des Alpes-Maritimes le 21 septembre 1951 et publiée au Journal Officiel le 28 septembre 1951, a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Ces établissements gérés par notre Association sont l'Ecole primaire et maternelle, le Lycée professionnel, les CAP et BTS en apprentissage et l'Unité de formation d'apprentis.

L'effectif moyen du personnel OGEC à la clôture de l'exercice en équivalent temps plein est de 17 salariés, ceci à l'exclusion du personnel enseignant rémunéré par l'Etat.

Nombre d'élèves école primaire : environ 305-310

Nombre d'élèves lycée professionnel : environ 260

Nombre d'élèves en formation bachelor : 25

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2024 ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-6 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 6 à 15 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 15 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Les comptes de l'Unité de Formation d'Apprentis (UFA Don Bosco) ont, pour la première fois au titre de l'exercice clos le 31 août 2021, été intégrés dans les comptes de notre OGEC.

Décomposition du résultat de l'Association par "établissement" selon détail ci-après :

- SVP FORMATION :	excédent + 43 366 euros
- SVP RESTAURATION :	excédent + 2 200 euros
- SVP ECOLE PRIMAIRE :	excédent + 3 675 euros
- SVP LYCEE PROFESSIONNEL :	excédent + 88 447 euros
- SVP GESTION PATRIMONIALE :	déficit - 56 420 euros
- U F A DON BOSCO :	excédent + 97 410 euros
- RESULTAT :	excédent + 178 678 euros

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 200		1 200	
Immobilisations incorporelles	1 200		1 200	
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	4 143 745	3 864	503 235	3 644 374
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	317 813	1 100	19 579	299 334
- Installations générales, agencements aménagements divers	282 478		12 350	270 129
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	385 152	39 468	29 388	395 231
- Emballages récupérables et divers	1 813			1 813
- Immobilisations corporelles en cours	26 394	230 756	1 634	255 516
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	5 157 395	275 188	566 186	4 866 397
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	75			75
Immobilisations financières	75			75
ACTIF IMMOBILISE	5 158 670	275 188	567 386	4 866 472

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 200		1 200	
Immobilisations incorporelles	1 200		1 200	
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	3 744 062	80 322	503 235	3 321 148
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	293 585	3 529	17 577	279 538
- Installations générales, agencements aménagements divers	254 160	7 076	12 350	248 887
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	218 353	63 418	30 852	250 918
- Emballages récupérables et divers	1 813			1 813
Immobilisations corporelles	4 511 973	154 345	564 014	4 102 304
ACTIF IMMOBILISE	4 513 173	154 345	565 214	4 102 304

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 624 274 et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	75		75
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	566	566	
Autres	542 120	542 120	
Charges constatées d'avance	81 513	81 513	
Total	624 274	624 199	75
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	32 465
Disponibilités	3 298
Total	35 763

Valeurs mobilières de placement

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit comme suit :

	Nombre	Cours unitaire d'achat	Valeur boursière unitaire	Valeur boursière du portefeuille	Plus-value latente
Fonds Euros Spirica et Dyna	2,00	11 797,50			
Oradea Capi terme 29-12-205	1,00	300 000,00			
Oradea Capi terme 08-03-205	1,00	500 000,00			

Le 16 juillet 2014 quatre contrats de 99 500 euros chacun (nets de frais) ont été souscrits auprès de Spirica répartis pour moitié sur :

Notes sur le bilan

Fonds Euro Spirica et Fonds Euro Dynamic, dont le terme est au 16 juillet 2054.

Le 5 décembre 2022, 2 contrats ont été rachetés.

Le 7 février 2024, les 2 contrats restant ont été partiellement rachetés.

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 931	276 590		276 590	1 931
Report à Nouveau	3 574 868		276 590		3 851 458
Excédent ou déficit de l'exercice	276 590	-276 590	178 678		178 678
Situation nette	3 853 389		455 268	276 590	4 032 067
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	198 742			45 169	153 573
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	4 052 132		455 268	321 759	4 185 640

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	134 444	67 514	6 488		195 470
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		17 700			17 700
Total	134 444	85 214	6 488		213 170
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		85 214	6 488		
Financières					
Exceptionnelles					

L'Association a estimé au 31 août 2024 ses engagements en matière de retraite pour le personnel en activité.
 Cette estimation résulte de l'application des techniques d'évaluation préconisées par la FNOGEC.
 Ce montant fait l'objet d'une provision pour risques et charges à hauteur de 195 470 € (y compris les charges sociales et fiscales).

Par ailleurs, dans le cadre d'un litige avec un ancien salarié, l'Association a constaté une provision pour risques à hauteur de 17 700 €.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 278 604 et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	57 415	57 415		
Dettes fiscales et sociales	119 122	119 122		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	82 635	82 635		
Autres dettes (**)	19 135	19 135		
Produits constatés d'avance	297	297		
Total	278 604	278 604		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	50 508
AUT CHARG PERS A PAY	10 237
ORG SOC CHARG.A PAYER	11 747
ETAT- AUTRES CHARGES A PAYER	51 040
DEBIT CRED DIV.CHAR.A PAY	10 637
Total	134 169

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	81 513
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	81 513

Les charges constatées d'avance concerne des frais principalement d'eau, électricité, gaz, fournitures et petit matériel d'entretien, fournitures administratives et fournitures élèves et matériel pédagogique.

Produits constatés d'avance

	Montant
Produits d'exploitation	297
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total	297

Notes sur le compte de résultat

Prestations assurées par l'établissement

	2024
Cessions ou ventes de produits	
Etudes et recherches	
Participation des familles (activité principale)	963 463
Participation de l'état et des collectivités territoriales	
Autres participations	
Cessions de livres et fournitures aux familles	2 640
Prestations annexes aux élèves	151 193
Produits des activités annexes	218 162
TOTAL	1 335 458